

Sortie des énergies fossiles : la France aux abonnés absents

À la COP26, au moins dix-neuf pays, dont le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada, se sont engagés à ne plus financer les énergies fossiles à l'international d'ici 2022. La France ne fait pas partie des signataires et "abandonne ainsi complètement son leadership international sur le climat", selon Greenpeace.



À la COP26, sommet mondial sur le climat, les engagements volontaristes se poursuivent autour des énergies fossiles. Ce jeudi 4 novembre, au moins dix-neuf pays, dont le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada, ont signé une déclaration commune les engageant à ne plus financer d'énergies fossiles à l'international d'ici 2022. Finis, les investissements à l'étranger dans des centrales à charbon, des plateformes pétrolières ou des mines de lignite. La Chine, tout comme la France, sont, elles, aux abonnés absents. Elles ne faisaient pas non plus partie de la coalition de 190 pays et organisations qui s'est engagée à sortir de l'énergie au

charbon à partir de 2030.

"Investir dans des projets liés aux combustibles fossiles non assortis de systèmes de capture du carbone comporte de plus en plus des risques sociaux et économiques", ont justifié les signataires dans cette déclaration, diffusée ce jeudi 4 novembre au Scottish Event Campus (SEC), qui abrite le sommet.

L'enjeu est de taille : selon l'ONG Oil Change International, entre 2018 et 2020, les pays du G20 ont financé de tels projets à hauteur de 188 milliards de dollars, principalement via des banques multilatérales de développement.

Le plan annoncé ce jeudi, à l'initiative de Londres, va plus loin que les promesses du G20 le week-end dernier : il inclut pour la première fois gaz et pétrole, avec pour but de réorienter les financements vers les énergies renouvelables. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), pour pouvoir préserver l'objectif de +1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, il faudrait immédiatement cesser tout financement de nouveaux projets dans les énergies fossiles.

"L'absence de la France est cohérente avec le double jeu d'Emmanuel Macron" sur le climat, selon Greenpeace. © Pierre Larrieu/Reporterre

Cette annonce est "un pas dans la bonne direction", juge Tasneem Essop, directrice exécutive du Réseau Action Climat International. Mais elle doit être élargie à d'autres gouvernements et institutions financières publiques."

"Le Giec est clair comme de l'eau de roche : pour éviter une catastrophe climatique, il faut mettre fin à notre dépendance aux combustibles fossiles — et l'élimination pro-



gressive du financement est une étape essentielle", a commenté Jennifer Layke, directrice des programmes énergie au World Resources Institute, qui s'est félicitée de cet accord. "Pour être des leaders crédibles en matière de climat, ces nations doivent désormais cesser de subventionner les combustibles fossiles au niveau national et se tourner vers des sources d'énergie plus propres."

"En décrochant de cette initiative, la France abandonne complètement son leadership international sur le climat", déplore Clément Sénéchal, porte-parole climat de Greenpeace France, joint par Reporterre.

La production et la consommation de gaz fossile doivent baisser drastiquement pour respecter l'Accord de Paris

"En même temps", poursuit-il, "cette absence est cohérente avec le double jeu d'Emmanuel Macron, qui tient de beaux discours sur le climat et, dans le même temps, pousse à mort pour que le gaz et le nucléaire soient inclus dans la "taxonomie verte" européenne des investissements dans les énergies vertes."

La France aurait, en effet, cosigné un texte avec la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, des pays pro-gaz, afin de faire accepter ce combustible fossile dans la liste (ainsi que le nucléaire).

"Cela détruirait toute la crédibilité de cet outil essentiel pour réorienter les flux financiers vers la transition", regrette Clément Sénéchal.

Cette liste revient en effet à flécher une manne de plusieurs milliards vers les infrastructures officiellement adoubées pour leur contribution à la transition énergétique.

Le nucléaire tente de forcer la porte européenne de la "taxonomie verte"

Comme le montre le *Production Gap Report* élaboré par le Programme des Nations Unis pour l'environnement (PNUÉ), il faudrait que la production et la consommation de gaz fossile diminue drastiquement pour pouvoir respecter l'Accord de Paris et la limitation de la hausse de la température globale à +1,5 °C. Un constat partagé par la Commission européenne qui estime qu'il faudrait diminuer de 36 % d'ici 2030 la consommation de gaz fossile pour respecter l'objectif climatique de l'Union.

Après cet article

➤ Climat : [COP26 : une large coalition de pays s'engage à sortir du charbon](#)